

PROGRAMME ASIE

LES DÉFIS DU NATIONALISME OUIGHOUR

PAR INÈS CAVALLI

ÉTUDIANTE EN MASTER 2 GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE À IRIS SUP',
DIPLÔMÉE DU MASTER ASIE ORIENTALE CONTEMPORAINE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

JANVIER 2019

ASIA FOCUS #99

Depuis des siècles le Xinjiang, ou Turkestan Oriental¹, est témoin de conflits entre le gouvernement chinois et la population locale composée en majorité d'un groupe ethnique musulman et turcophone : les Ouïghours². L'actualité récente a mis en lumière cette opposition affectée par l'arrivée, en 2016, de Chen Quanguo³ à la tête de la région. Ce changement de gouvernance s'est accompagné d'une intensification des pressions exercées sur les minorités ethniques dans le but de stabiliser un territoire à l'importance économique et sécuritaire cruciale pour Pékin. En effet, du fait de sa géolocalisation, le Xinjiang participe à l'intégration économique de la Chine dans la région tout comme à sa projection en Eurasie, notamment à travers son projet de la « ceinture et la route » dont trois corridors en traversent le sein. Il s'agit également d'une province riche en ressources naturelles et en terres arables qui constitue un atout majeur dans l'économie interne du pays. Enfin, ses frontières communes avec huit États⁴, dont certains craignent une éventuelle propagation de la menace islamique, en font un rempart que Pékin se doit de tenir fermement.

De son côté, l'opposition nationaliste ouïghoure lutte pour la reconnaissance et le respect de l'ethnie ouïghoure et demande la mise en place d'un statut particulier effectif, voire d'une indépendance du Turkestan Oriental. Né dans les années 1920, ce mouvement se caractérise par son hétérogénéité et des divisions qui ont jouées en faveur de Pékin à maintes reprises. Il n'en constitue pas moins le principal représentant de la cause ouïghoure et un acteur incontournable pour appréhender les tensions qui subsistent

¹ L'appellation de ce territoire diverge selon les acteurs et indique en ce sens des volontés politiques différentes. Elles seront exposées dans les pages suivantes.

² Le Xinjiang est originellement peuplé d'ethnies centrasiatiques dont les Ouïghours font partie au même titre que les Kazakhs, les Kirghizes, les Turkmènes, les Ouzbèks etc... Cependant, la sinisation amorcée par Pékin dans la région dès 1949 résulte en une proportion à peu près égale, aujourd'hui, de Hans (ethnie majoritaire en Chine) et de minorités locales : entre 1940 et 2010, la part des Ouïghours et celle des Hans dans la population locale sont respectivement passées de 75% et 6,7% à 45,5% et 40,5%.

³ Homme politique chinois notamment connu pour sa gestion de la question tibétaine de 2011 à 2016.

⁴ Le Xinjiang est voisin avec la Mongolie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde.

entre l'ethnie et le gouvernement chinois. Cet article s'attachera en ce sens à revenir sur l'histoire du nationalisme ouïghour et sur ses évolutions jusqu'à nos jours ainsi qu'à évaluer la marge de manœuvre dont il bénéficie pour servir les intérêts et l'avenir du peuple ouïghour.

LES ORIGINES DU NATIONALISME OUÏGHOUR (1884-1949)

Lors de l'annexion de la région par l'empire Qing, en 1884, la population locale et son territoire n'ont aucune dénomination particulière. Rien ne laisse donc présager qu'une conscience nationale spécifique existait déjà. Le terme « ouïghour »⁵, signifiant « uni », « coalition » ou « fédération », fait à ses débuts référence aux Turcs bouddhistes ayant migré de Mongolie à Turpan au milieu du IX^{ème} siècle, islamisés quelques siècles plus tard. Les Turcs musulmans originaires de Kashgar sont quant à eux appelés « Hui », qui désigne aujourd'hui l'ethnie musulmane de langue et de culture chinoises. La réflexion autour d'un sentiment d'appartenance à l'ethnie ouïghoure est donc initiée en réaction à la gouvernance chinoise et débute dès 1884. Elle est influencée par le courant réformiste *jadid* propagé en Asie centrale qui fait l'objet d'une bataille d'influence entre les empires britannique et russe dite « le Grand Jeu ». Dans ce contexte, le *jadidisme* prône la formation d'une conscience commune aux peuples centrasiatiques afin de limiter l'emprise que les puissances régionales exercent sur eux par la mise en valeur de leurs propres spécificités culturelles. Pour cela, de nombreuses réformes sont proposées à l'instar de l'enseignement de nouvelles matières telles que les langues étrangères, la

⁵ En mandarin, « ouïghour » se dit « wei wu'er » (« 维吾尔 » [Wéiwú'ěr]).

science, l'histoire ou la culture du monde turk⁶. Il s'agit ainsi de civiliser la population turcophone et de l'ouvrir au monde en s'inspirant des valeurs et de la modernité occidentales. Cette pensée imprègne la société ouïghoure dès la fin du XIX^{ème} siècle et participe à la formation de son identité nationale. La population s'approprie le nom d'« Ouïghour » avec pour terre le « Turkestan », mot persan voulant dire « Pays des Turcs ». Ce terme qui fait référence aux liens de l'ethnie avec l'Asie centrale lui sied davantage que l'appellation chinoise « Xinjiang »⁷ lui ayant été imposée et dès lors synonyme de colonisation.

La volonté d'instituer un État ouïghour naît dans les années 1920-1930 sous l'influence d'intellectuels, d'hommes d'affaires et de personnalités religieuses ayant voyagé en Asie centrale, en Russie, en Turquie ou au Moyen Orient. Cependant, la mouvance nationaliste ouïghoure souffre, dès son origine, de divisions internes. Bien que l'objectif commun réside en la création d'un État gouverné par les Ouïghours et pour les Ouïghours, deux courants se dessinent sur la base de projets politiques profondément divergents. Les nationalistes panturquistes, qui se situent dans la continuité du *jadidisme*, souhaitent mettre en place un État démocratique islamique inspiré du modèle étatique turc. Les nationalistes socialistes défendent quant à eux l'instauration d'un État socialiste ethnique calqué sur les Républiques centrasiatiques⁸. Dans le même temps, la région connaît des turbulences suite à l'effondrement de la dynastie Qing, remplacée en 1912 par une République de Chine présidée par Sun Yat-Sen. De ce fait, le Xinjiang se voit dirigé par trois seigneurs de guerre successifs dont les mesures d'imposition et de répression sont jugées discriminantes par la population locale et mènent, au début des années 1930, à de

⁶ Ce terme fait référence à l'ensemble des peuples turks établis en Europe jusqu'au sud de la Sibérie et dont les Turcs de Turquie constituent un groupe ethnique parmi les autres.

⁷ « Xinjiang » (« 新疆 » [Xīnjiāng]), soit « nouvelle frontière » en mandarin.

⁸ Ils défendent en ce sens l'établissement d'un « Ouïghouristan », soit le « Pays des Ouïghours ».

nombreux soulèvements. Étant alors à la tête de la région, Sheng Shicai, dernier des trois seigneurs de guerre et membre du Parti Communiste Soviétique, est soutenu par l'URSS afin d'apaiser la région. Pour autant, le premier État ouïghour parvient à naître le 12 novembre 1933, à Kashgar, sous le nom de République Islamique du Turkestan Oriental. Il est porté par l'Association pour l'indépendance, une organisation composée de chercheurs, de commerçants et de personnalités religieuses issus du mouvement panturquiste. La République présente toutes les caractéristiques d'un État : elle est dotée d'une constitution, d'un drapeau, d'un système juridique, d'un parlement et entretient des relations diplomatiques avec plusieurs gouvernements (notamment Kaboul, Londres, Ankara et Moscou). Elle prend fin le 6 février 1934 suite à l'intervention de l'armée chinoise. Bien que sa durée de vie soit courte, cette tentative d'émancipation en dit long sur la volonté de la société ouïghoure de se soustraire à l'autorité chinoise. Au lendemain de sa reconquête du territoire dissident, Sun Yat-Sen rédige une déclaration en neuf points dans laquelle il souligne l'appartenance du Xinjiang à la Chine tout en consentant au dialogue avec les Ouïghours afin de trouver un compromis. Aucun accord ne verra le jour et l'autonomie ne sera pas concédée à la région. Au contraire, les minorités ethniques sont davantage opprimées et ne disposent d'aucun espace d'expression. Par ailleurs, les militants nationalistes demeurent divisés. Les panturquistes, qui s'opposent à la politique ethnique mise en place par Sheng Shicai, se rapprochent du Guomindang⁹. Lorsque Sheng décide à son tour de s'allier à Sun Yat-Sen, les nationalistes socialistes sont chassés de la région et se réfugient en URSS où ils organisent les forces d'opposition au gouvernement chinois, notamment le Comité de libération nationale des peuples turks du Xinjiang créé en 1943 à Alma Alta.

⁹ Le Guomindang (« 国民党 » [Guómíndǎng]) est le parti nationaliste fondé par Sun Yat-Sen en 1912 qui domine le gouvernement de la République de Chine.

Ces efforts aboutissent en une rébellion orchestrée à Ghulja, historique fief prosoviétique situé dans le nord du Xinjiang, qui mène à l'institution de la seconde République du Turkestan Oriental le 12 novembre 1944. Il s'agit cette fois d'un régime socialiste attaché à l'égalité, l'unité et la solidarité entre ses groupes ethniques. À travers la défense de ces principes transparaît la crainte des dirigeants ouïghours que Pékin ne se saisisse de la question des différences ethniques pour diviser le jeune État. Cette posture s'inscrit dans un contexte de conflit idéologique entre les nationalistes socialistes, qui font de la multiethnicité de l'État leur priorité, et les nationalistes panturquistes taxés de nationalisme « restreint ». Le gouvernement chinois est quant à lui tenu responsable du sous-développement de la région ainsi que de l'oppression politique et culturelle à l'encontre des populations locales. La République est soutenue par l'URSS qui lui fournit des cadres administratifs et des militaires afin d'assurer sa défense. Le modèle soviétique jouit par ailleurs d'une grande popularité : des concepts tels que l'autodétermination ou de la libération nationale sont propagés tout comme le succès des systèmes républicains centrasiatiques. Un basculement s'opère en 1945 lors de la signature d'un traité d'amitié entre Pékin et Moscou, suivi en 1946 d'un armistice marquant la fin de la sécession de l'État ouïghour à la Chine. De son côté, le gouvernement chinois accepte d'accorder un haut degré d'autonomie à la région, et particulièrement la tenue d'élections libres. Émerge ainsi à échelle locale un gouvernement d'alliance entre les cadres ouïghours et l'administration chinoise. Cet équilibre précaire prend fin en 1947 suite à la nomination d'un gouverneur panturquiste à la direction du Xinjiang. Les dirigeants ouïghours décident de faire front commun avec les communistes chinois dans leur lutte contre les nationalistes et, lorsque la guerre civile prend fin et que l'Armée de Libération Populaire arrive dans la région, ils s'allient à Mao Zedong. Ils sont invités à Pékin par ce dernier après son accession à la tête du pays. Certains commentateurs affirment que leur avion se serait écrasé en route tandis que d'autres estiment qu'ils auraient été incarcérés dès leur arrivée. Toujours est-il que la République du Turkestan Oriental repasse sous contrôle chinois.

L'OPPOSITION NATIONALISTE OUIGHOURE AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

C'est donc la mise en place de l'actuelle République Populaire de Chine qui mettra fin à l'existence de tout État ouïghour, puisqu'aucun n'a vu le jour depuis lors. Si l'autorité chinoise reconnaît certes un droit d'autonomie à la région, le droit à l'autodétermination du peuple ouïghour est absolument exclu. Quant aux aspirations indépendantistes restées vivaces au sein de la société ouïghoure, elles sont anéanties dès le début des années 1950 par une série de campagnes nationales destinées à purger les opposants au régime. La campagne de « suppression des contre-révolutionnaires »¹⁰ de 1950 à 1952 et celle des « trois antis »¹¹ de 1951 mènent à l'arrestation de la base militante la plus dure. De 1952 à 1953, la « réforme agraire »¹² s'en prend davantage aux personnalités ouïghoures du sud du Xinjiang, en particulier aux notables et aux leaders religieux qui sont privés de leurs biens fonciers. Il s'agit d'affaiblir leur influence en les empêchant de prélever des taxes et de maintenir leurs liens avec la population locale. Ces politiques sont vivement rejetées par cette dernière qui mène plusieurs mouvements de protestation. Pékin est accusé d'organiser la colonisation de la région par l'envoi massif de ressortissants Hans, de collectiviser le territoire, de porter atteinte aux particularismes ethniques et d'empêcher toute possibilité de représentation des minorités au sein de l'administration chinoise. Toutes les manifestations font systématiquement l'objet de répression. En 1955, le territoire est doté du statut de Région Autonome Ouïghoure du Xinjiang (RAOX) en raison de l'importante concentration de groupes ethniques en son sein (elles seraient au nombre de 47 selon Pékin). Si ce particularisme juridique permet officiellement de mieux

¹⁰ « 反革命分子的镇压运动 » [Fǎngémìngfēnzi de zhènyāyùndòng]

¹¹ « 三反 » [Sānfǎn]

¹² « 土地改革 » [Tǔdì gǎigé]

prendre en compte les spécificités du Xinjiang et de l'administrer en conséquence, dans les faits, le résultat demeure inchangé. L'absence de mention de l'« Ouïghouristan » ou du « Turkestan » dans la dénomination de la région est en ce sens significative de la négation, par Pékin, du sentiment identitaire ouïghour. Par ailleurs, toute référence au nationalisme ouïghour est jugée antirévolutionnaire et constitutive d'une atteinte à l'unité du pays. Les nationalistes socialistes font l'objet de purges régulières tandis que les militants panturquistes sont arrêtés ou en exil. Des mesures sont également mises en place pour empêcher le départ de la population vers la Russie ou l'Asie Centrale. C'est ainsi que, moins d'une décennie après l'accession au pouvoir de Mao, l'opposition indépendantiste ouïghoure se trouve complètement muselée. La période de la Révolution Culturelle¹³ qui débute en 1966 à l'échelle nationale marque un regain dans l'oppression subie par la société ouïghoure. Les autorités s'attaquent cette fois à la pratique de l'Islam au Xinjiang qui devient interdite. De nombreux lieux saints et mosquées sont détruits et les démonstrations culturelles sont étroitement surveillées, se devant d'être conformes au sentiment chinois. Cet affermissement contribue à nourrir l'hostilité des Ouïghours envers Pékin. Si certains d'entre eux tentent d'organiser une offensive sur le sol chinois, leurs tentatives sont systématiquement mises en échec.

En 1978, l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir s'accompagne d'un mouvement d'ouverture de la société chinoise qui permet, un tant soit peu, la résurgence des débats autour du nationalisme ouïghour. Les pratiques culturelles se manifestent à nouveau et les espaces de dialogue se multiplient, revitalisant le militantisme ouïghour. Les principaux thèmes abordés portent sur la sinisation et sur l'absence de représentation et d'autonomie institutionnelles. C'est la jeunesse qui se saisit de ces questions et qui

¹³ « 文革 » [Wéngé]

organise de nombreuses manifestations dans l'espoir de nouer un dialogue avec Pékin. Ces tentatives infructueuses alimentent la frustration des militants et les divise quant aux modes opératoires à adopter afin de faire réagir le gouvernement. Une frange pacifiste prône la gestion verbale et non-violente de ces tensions. D'autres militants estiment que seule l'action armée permettra un résultat. Certaines personnalités tentent quant à elles de changer le système de l'intérieur en intégrant l'appareil étatique pour œuvrer en faveur de la cause ouïghoure. C'est le cas de l'activiste Rebiya Kadeer¹⁴ ou de l'enseignant Ilham Tohti¹⁵, qui seront néanmoins tous deux incarcérés. Ces années voient également naître le développement d'un Islam politique qui appelle à l'union des communautés musulmanes dans le but de délivrer la région du joug chinois. Émerge notamment le Parti Islamique du Turkestan Oriental (PITO) qui rallie des militants prêts à s'investir dans la lutte armée contre les forces de l'ordre chinoises. L'arrivée en 1989 de dirigeants conservateurs au gouvernement attise davantage les tensions. Les espoirs de dialogue avec l'autorité centrale disparaissent alors même qu'au Xinjiang, les inégalités socio-économiques, les discriminations au détriment des minorités ethniques et les pressions exercées sur les pratiques culturelles et religieuses des Ouïghours persistent. Cette situation pousse une partie de l'opposition nationaliste à perpétrer une série d'attentats¹⁶ dans les années 1990 à l'encontre des représentants de l'État, voire de certains Ouïghours considérés comme des collaborateurs. C'est par la suite un cercle vicieux qui s'alimente entre attentats et mesures de répression, à l'instar de l'interdiction faite de la tenue de *meshrep*¹⁷ ou d'*iftar*¹⁸ durant lesquels les autorités craignent des débordements

¹⁴ Rebiya Kadeer fera l'objet d'une présentation ultérieure dans l'exposé relatif au Congrès Mondial Ouïghour.

¹⁵ Ilham Tohti, enseignant à l'université centrale des minorités de Pékin, est condamné à la prison à perpétuité en septembre 2014 pour séparatisme et incitation à la haine ethnique. Partisan d'un dialogue entre Ouïghours et Hans, il gérait un blog de langues au sein duquel des forums de discussion autour de thématiques sociales et économiques.

¹⁶ Ces actes sont parfois soutenus par le PITO qui souffre d'un clivage entre les islamo-nationalistes et les militants séduits par le djihadisme international. Il s'agit en majorité de jeunes étudiants en religion partis à l'étranger, notamment au Pakistan, et désireux de rejoindre l'action de groupuscules islamiques. Toutefois, le projet d'établir un État islamique se situe loin des préoccupations des Ouïghours, partisans d'un Islam sunnite souple et modéré. Ces militants, dès lors qu'ils ne participent pas à la défense spécifique du projet indépendantiste ouïghour, sont exclus de l'opposition nationaliste. Une partie d'entre eux se rend dans les zones tribales et fonde, en 1997, le Mouvement Islamique du Turkestan Oriental (MITO) en Afghanistan. Quant aux islamo-nationalistes restants, ils demeurent au Xinjiang avant de disparaître dans les années 2000.

¹⁷ Depuis 1994, ces réunions de village se multiplient partout dans la région. Elles consistent en des débats sur les façons de conserver au mieux la culture et les traditions locales mais n'abordent originellement pas de sujet politique. Néanmoins, de nombreux jeunes désœuvrés profitent de ces tribunes pour critiquer le Parti Communiste.

¹⁸ Cérémonie de rupture du jeûne durant la célébration du Ramadan.

populaires ou l'organisation d'activités illégales. En 1998 est adoptée une loi redéfinissant le statut des « crimes contrerévolutionnaires », désormais considérés comme des crimes contre l'État passibles de lourdes peines allant jusqu'à l'exécution. La discrimination ethnique et l'incitation au sentiment anti-ethnique font partie de cette catégorie, condamnant naturellement les militants indépendantistes, si ce n'est n'importe quel ressortissant ouïghour qui, dans l'exercice de sa religion ou de ses coutumes, risque d'être considéré comme un criminel aux yeux de l'État. De fait, l'opposition nationaliste est, à la fin des années 1990, décimée sur le territoire chinois. Si certains dérapages ont à nouveau lieu dans les années 2000, ils relèvent manifestement d'initiatives individuelles et non pas d'actions organisées. Les soulèvements populaires ont également largement diminué bien que la tension soit toujours palpable dans la région, comme l'illustrent les émeutes d'Urumqi de 2009¹⁹. Au début des années 2010, les violences se multiplient et prennent la forme d'attaques sporadiques perpétrées dans des lieux fréquentés et ciblant des ressortissants Hans. La société chinoise a été particulièrement marquée par l'explosion, en octobre 2013, d'une voiture à Tiananmen faisant 38 blessés ainsi que par l'attentat au couteau de mars 2014 dans la gare de Kunming qui a fait 31 victimes, baptisé le « 11 septembre chinois » par les médias. L'arrivée de Chen Quango dans la région en 2016 a été suivie d'un calme notable dû à la funeste gestion que l'on connaît aujourd'hui de la question ouïghoure par les autorités. C'est ainsi que, face à l'impossibilité de mener la lutte nationaliste à l'intérieur des frontières chinoises depuis des années, le militantisme ouïghour a été forcé de s'exporter à l'étranger.

¹⁹ Ces émeutes ont pris place entre Ouïghours et Hans lors du déplacement de travailleurs ouïghours dans des usines du Guangdong. Elles ont fait entre 100 et 200 morts.

LA STRUCTURATION DE L'OPPOSITION NATIONALISTE MODERNE

La diaspora ouïghoure s'est formée au cours de vagues de migrations successives. Les plus récentes ont eu lieu en 1949 suite à l'arrivée au pouvoir de Mao, dans les années 1960 en réaction aux mesures répressives adoptées par le gouvernement et dans les années 1980 lors de l'ouverture des frontières chinoises au monde. L'Asie centrale et la Turquie, dans une moindre mesure, sont les traditionnelles terres d'accueil des Ouïghours. Ces dernières années néanmoins, un nombre croissant d'entre eux décide de se rendre en Occident, soit en Amérique du Nord, en Australie ou en Europe. Des communautés ouïghoures se sont également établies au Moyen Orient et au Japon. Dès les années 1980, les militants exilés se réorganisent au sein d'associations culturelles ou politiques pour défendre les coutumes et l'histoire ouïghoures. Cependant, la multiplicité des acteurs et leur dispersion géographique font entrave à l'émergence d'un porte-parole clairement identifiable sur la scène internationale. Conscientes de cet écueil, plusieurs figures du militantisme ouïghour tentent pour la première fois de se réunir au sein du congrès national du Turkestan oriental en 1992. Un consensus peine toutefois à émerger devant les divergences de fond qui opposent chacune des parties. Le débat porte à nouveau sur la posture à adopter face à Pékin : si une majorité d'acteurs se montre favorable à une stratégie non-violente ouverte au dialogue sur le modèle tibétain, d'autres récusent ce schéma qu'ils considèrent comme passif et voué à l'échec. En 1995, l'Union des jeunesses turques mondiales²⁰ exprime sa solidarité envers le peuple ouïghour et, ce faisant, déclenche une prise de conscience parmi les jeunes qui décident de se mobiliser à travers l'Union mondiale des jeunesses ouïghoures (UMJO), fondée en 1996 à Munich. C'est dans cette même dynamique qu'est créé, en 1997, le Centre national du Turkestan oriental avec pour mission de représenter l'ensemble de l'opposition nationaliste ouïghoure. Mais cet organe, qui n'a pas été choisi par les militants mêmes, se révèle fragile. Il est dissous en

²⁰ Fondée en 1991, elle vise à unir les populations de l'Idil-Oural et du Caucase.

1999, remplacé par le Congrès National du Turkestan Oriental (CNTO) dont les fondateurs prônent l'action non-violente. Ne bénéficiant pas du soutien de l'UMJO, cette organisation peine elle-aussi à rassembler l'ensemble des acteurs diasporiques.

Les évènements prennent une tournure nouvelle en 2001 suite aux attentats du 11 septembre. Pékin, profitant de l'intérêt international porté sur la lutte anti-terroriste ainsi que des liens avérés entre Al-Qaïda et des membres du Mouvement Islamique du Turkestan Oriental (MITO), fait inscrire ce dernier sur les listes des organisations terroristes de l'ONU et des États-Unis. La rhétorique du gouvernement se transforme également : auparavant soucieux de maintenir le silence sur les tensions existant au Xinjiang, il n'hésite désormais plus à s'exprimer sur les troubles secouant la région et à condamner publiquement ses auteurs, considérés comme des criminels. Est en ce sens véhiculée la thèse selon laquelle un réseau unifié dénommé « Dongtu »²¹, soit « Turkestan oriental » en mandarin, rassemblerait des individus ouïghours nationalistes et islamistes. Ce discours permet d'amalgamer opposants politiques et djihadistes et d'ainsi condamner le militantisme ouïghour à l'illégalité. Plusieurs organisations telles que l'UMJO ou le Centre d'Information du Turkestan Oriental sont d'ailleurs inscrites sur une liste d'« associations criminelles » par le ministère de la sécurité publique chinois en 2003 aux côtés du MITO. Face à cette situation, la diaspora décide de faire front commun au plus vite afin d'éviter que ne se développe un amalgame systématique entre militantisme ouïghour et djihadisme. C'est dans ce contexte que naît le Congrès Mondial Ouïghour (CMO) le 18 avril 2004 au cours du quatrième congrès du Turkestan oriental. Issu de la fusion entre le CNTO et l'UMJO, réunissant la quasi-totalité des associations diasporiques politiques et culturelles, ce nouvel acteur tend à donner une chance à la cause ouïghoure d'avoir un représentant unique et visible à l'international. Il est d'abord présidé par Erkin

²¹ « 东突 » [Dōngtū]

Alptekin. Militant reconnu au sein de la diaspora, Alptekin est né au Xinjiang et a grandi en Inde à partir de 1949. Proche du Parlement européen, de l'administration américaine et du Dalaï-Lama, il a dirigé le service ouïghour de Radio Liberty²² et figure parmi les fondateurs du Comité allié des peuples du Turkestan oriental, du Tibet et de Mongolie intérieure ainsi que de l'Union des peuples et des nations non représentés. Il demeure néanmoins inconnu auprès de la population ouïghoure du Xinjiang, n'ayant que peu vécu dans la région. Sa présidence est suivie, à partir de 2006, de celle de Rebiya Kadeer, puissante femme d'affaires ayant longtemps milité au sein du territoire chinois en faveur des droits des Ouïghours, en tant que déléguée du Congrès National du Peuple Chinois notamment. Elle est reconnue, en Chine et dans le monde, pour son combat pour le droit des femmes et pour la paix, ce qui lui a valu d'être lauréate du prix Rafto en 2004. Elle est condamnée en 2000 à huit ans de prison pour avoir dénoncé la violation des droits de l'homme au Xinjiang au cours de la Conférence consultative politique du peuple chinois de 1997. Libérée en 2005 sur pression de l'administration américaine, elle vit depuis lors aux États-Unis. En 2018, Dolkun Isa est élu à sa suite. Co-fondateur du CMO, il en fut le secrétaire général dès 2004. Cet activiste de longue date a pris part aux mouvements de protestation étudiants survenus au Xinjiang dans les années 1980. En 1994, il fuit la Chine et demande l'asile politique à l'Europe. Il est naturalisé allemand en 2006. Il participe à la création de l'UMJO, qu'il a présidé, et s'implique activement au sein des débats relatifs aux droits de l'homme ouïghours au Conseil des droits de l'homme, au Parlement européen ainsi qu'auprès des gouvernements européens et des organisations internationales. Il est élu vice-président de l'Union des peuples et des nations non-représentés en 2017.

²² Également appelée Radio Free Europe, il s'agit d'une radio privée financée par le Congrès américain. Elle est fondée durant la Guerre Froide pour fournir aux populations d'Europe de l'est des informations non relayées au sein de leurs pays.

LES SOUTIENS RÉCENTS APPORTÉS À LA CAUSE OÜÏGHOURE

Le Congrès Mondial Ouïghour a pour mission la défense des intérêts ouïghours. A l'étranger, il vise à unir les ressortissants en exil. Ne pouvant pas directement agir sur le territoire chinois, il constitue néanmoins l'intermédiaire entre le Xinjiang et le reste du monde, permettant de mettre en lumière la situation vécue par les Ouïghours en Chine. Adepte du militantisme non-violent, le Congrès tente plutôt de coopérer avec les sociétés civiles et les gouvernements étrangers afin de bénéficier d'un soutien international le plus important possible. Son but réside, sur le long terme, en la mise en place d'un dialogue avec Pékin quant à l'avenir du peuple ouïghour. Depuis sa création, le CMO rencontre plusieurs défis. Sur le fond, son projet politique demeure flou puisqu'il semble osciller entre une volonté d'indépendance et l'acceptation d'un statut autonome au sein de l'État chinois. En outre, il souffre d'une visibilité et d'un soutien réduits à l'étranger, notamment en Occident où les sociétés civiles ne connaissent que très peu les Ouïghours et leur histoire (à l'exception de la population turque). Toutefois, cette situation d'isolement a récemment connu des évolutions. Si la gestion du Xinjiang entre les mains de Chen Quanguo a des conséquences dramatiques, elle a néanmoins permis de voir le sort des Ouïghours figurer au cœur de l'actualité internationale et de prendre place dans les débats occidentaux relatifs à la puissance chinoise. De fait, la cause ouïghoure bénéficie désormais du soutien officiel de plusieurs institutions, en Europe et aux États-Unis.

Le 13 août dernier, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a déclaré détenir des informations fiables selon lesquelles un million d'Ouïghours seraient placés en détention dans des camps²³. Dans son rapport, le Comité a demandé à Pékin des précisions quant au nombre de détenus et

²³ Le rapport est disponible sur le site : <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23452&LangID=F>

de condamnés ainsi qu'aux bases légales utilisées par les autorités. Il s'est également montré soucieux de connaître l'état de la liberté religieuse et de l'enseignement de l'ouïghour au Xinjiang. Dans ses observations finales délivrées le 19 septembre, le Comité a enjoint à la Chine de formuler une définition de la discrimination raciale conforme à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale tout comme une explicitation des termes de « terrorisme », « extrémisme » et « séparatisme » dans la législation chinoise qui, en l'état, sont assez larges pour admettre des atteintes aux droits humains de certaines minorités ethniques ou religieuses à l'instar des Ouïghours²⁴. Le Comité s'est dit alarmé par la détention secrète d'individus musulmans, sans qu'il n'y ait eu d'inculpation ou de jugement, ainsi que du système de surveillance à grande échelle mis en place dans la région. Il a en ce sens enjoint au gouvernement de renforcer les mesures prévenant les actes de torture et de mauvais traitement et d'accepter l'intervention d'experts pour enquêter sur les décès en détention de personnes issues de minorités ethniques. Quelques jours auparavant, Michelle Bachelet avait déjà, en sa qualité de Haut-Commissaire, demandé à ce que des observateurs indépendants puissent investiguer au Xinjiang sur ces camps de rééducation. La réponse de Pékin fût catégorique : au nom de la souveraineté de la Chine, il a exprimé son refus de voir des acteurs étrangers s'immiscer dans ses affaires intérieures sur la base d'arguments douteux et faussés. Il a par ailleurs invité le Haut-Commissariat à mener ses missions de manière objective, sans être influencé ni politisé. A la suite des déclarations du Comité, ce fût au tour de Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, de manifester son soutien au peuple ouïghour durant la session plénière du Parlement européen sur

²⁴ Le rapport est téléchargeable sur le lien suivant : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD/C/CHN/CO/14-17&Lang=Fr

l'état des relations entre l'UE et la Chine²⁵. Elle est revenue sur les désaccords entre les deux parties vis-à-vis des droits de l'homme et s'est dite préoccupée par la situation au Xinjiang. Le 26 octobre à Bruxelles, la porte-parole de l'UE affirme que l'Union Européenne attend de la Chine de respecter les droits garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁶. Si ce soutien relève pour le moment de la rhétorique, il illustre néanmoins l'intérêt croissant accordé à la situation des Ouïghours à l'international.

C'est aux États-Unis que des mesures plus concrètes sont envisagées. Le département d'État a en effet déclaré que des sanctions économiques pourraient être mises en œuvre en réaction à la politique chinoise menée au Xinjiang. Elles s'inscriraient dans le cadre de la loi Magnitski (*Magnitsky Act*) qui permet à Washington de geler les actifs américains auprès des auteurs de violations des droits de l'homme, de leur interdire toute entrée sur le territoire américain et d'interdire aux ressortissants américains de commercer avec eux. Ces mesures viseraient aussi bien des hauts fonctionnaires chinois comme Chen Quanguo que des entreprises ayant participé à la construction des camps et des systèmes de surveillance utilisés pour tracer la population locale. Le Sénat a introduit, le 4 octobre, une résolution condamnant la persécution des minorités religieuses en Chine et réaffirmant la volonté des États-Unis à promouvoir la liberté religieuse et la tolérance dans le monde ²⁷. Il demande au gouvernement chinois de reconnaître constitutionnellement les droits humains et la liberté religieuse, condamne l'ouverture des camps de rééducation au Xinjiang et presse Donald Trump d'adopter des sanctions en conséquence. Les 13 et 14 novembre suivants, plusieurs législateurs américains ont introduit une loi demandant la libération des Ouïghours détenus au Xinjiang et

²⁵ Son discours est disponible sur : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/50337/speech-hrvp-mogherini-plenary-session-european-parliament-state-eu-china-relations_en

²⁶ Cette déclaration est consultable sur : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/52881/statement-spokesperson-situation-xinjiang_en

²⁷ La résolution est disponible sur : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/senate-resolution/667/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22uighurs%22%5D%7D&r=1>

réaffirmant la nécessité pour la Maison Blanche d’agir concernant la gestion des minorités musulmanes en Chine²⁸. Il s’agit, selon eux, d’une question qui se doit d’être traitée par la communauté internationale en tant que crime contre l’humanité. Ils suggèrent également au secrétaire d’État américain de créer une unité spéciale au sein du département d’État afin de coordonner les actions prises en réponse aux abus perpétrés au Xinjiang (un tel coordinateur spécial avait été établi en 2002 pour gérer la question tibétaine). La loi prévoit une protection des ressortissants ouïghours et chinois étudiant ou vivant sur le sol américain, assurée par le FBI en cas d’harcèlements ou de pressions exercées sur eux par Pékin. Elle apporte elle aussi son soutien au Haut-Commissariat ainsi qu’à l’envoi de rapporteurs spéciaux au Xinjiang. Selon Dolkun Isa, ce projet de loi représente une mesure d’une ampleur historique dans la protection des droits des Ouïghours et des autres peuples turco-musulmans de Chine. Ainsi, si l’action du Congrès Mondial Ouïghour semblait s’essouffler il y a encore peu de temps, elle bénéficie désormais du soutien d’acteurs internationaux d’envergure. Sa dernière Assemblée Générale tenue à Munich le 12 novembre en est l’illustration puisque figuraient parmi ses invités plusieurs membres du Parlement européen, du gouvernement allemand ainsi que du gouvernement régional bavarois.

LES DÉFIS À VENIR POUR LE MILITANTISME OUIGHOUR

Malgré la couverture médiatique récente dont les Ouïghours ont fait l’objet ces derniers mois et les déclarations de soutien internationales qui s’en sont suivies, le combat est loin d’être gagné pour les militants nationalistes face à Pékin. La marge de manœuvre du CMO diminue à mesure que la puissance chinoise s’étend dans le monde. De nombreux États

²⁸ Cette loi est disponible sur : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/7123/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22uyghurs%22%5D%7D&r=2>

craignent, pour des raisons et des intérêts multiples, de froisser le gouvernement chinois en se montrant en faveur d'une question aussi sensible que celle de la gestion de son territoire. Seuls des pays plus puissants et indépendants peuvent se permettre d'émettre de tels commentaires, à condition toutefois qu'ils aient une raison de le faire. Ainsi, s'il ne peut que se réjouir de la solidarité exprimée par diverses autorités occidentales à son égard, le CMO se doit également de profiter de ce climat favorable pour militer en faveur de mesures concrètes traduisant un engagement politique durable de ces acteurs envers les Ouïghours. Dans le cas contraire, la lutte nationaliste pourrait retomber dans l'ombre aussi rapidement qu'elle en est sortie. Il est également envisageable que la question ouïghoure serve le discours américain, voire occidental, pour décrédibiliser l'image de puissance pacifiste et bienveillante que la Chine véhicule d'elle-même. Dans tous les cas, il demeure peu probable que Pékin accepte de dialoguer avec le CMO, considéré comme une organisation illégale menaçant l'unité de la nation chinoise. Le gouvernement fera vraisemblablement tout pour que la cause ouïghoure soit la moins médiatisée possible et que ses défenseurs soient réduits au silence. Le soutien occidental à son égard, s'il génère des pressions sur les dirigeants chinois, sert aussi leur rhétorique consistant à attribuer tout trouble survenant dans le pays comme étant le fait de forces étrangères décidées à imposer leur idéologie et à diviser la Chine. Dans ce contexte, amorcer des discussions avec le régime chinois relève de la prouesse diplomatique pour les militants ouïghours. Si cela venait à se produire, une question cruciale de fond demeure : quel projet politique le CMO serait-il prêt à défendre devant les autorités chinoises ? Demander une sécession de la région menant à la création d'un État ouïghour indépendant reviendrait à remettre en question l'ADN même de la Chine qui est, par définition, un État multiethnique millénaire dont la cohabitation de divers groupes ethniques constitue la force si singulière. Toutefois, le CMO pourrait-il se contenter d'un rôle politique réduit et de concessions moindres à travers la mise en place de mesures d'administration spéciales visant à intégrer au mieux la société ouïghoure à la nation chinoise ? Cela est, en théorie, déjà le cas depuis 1955, avec les conséquences que nous connaissons aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

Aubin Françoise, « L'arrière-plan historique du nationalisme ouïgour. Le Turkestan oriental des origines au XXe siècle* », *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 1998 (N°25)

Castets Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang », *Les Études du CERI*, Octobre 2004 (N°110)

国务院新闻办公司网站 [Bureau d'Information du Conseil d'État de la République Populaire de Chine], 新疆的历史与发展 [L'histoire et le développement du Xinjiang], 国务院新闻办公司网站 [Bureau d'Information du Conseil d'État de la République Populaire de Chine], 2003-05-26 [25 mai 2003]

樊有辉 [Fan You-Hui], 制定新疆反分裂与反恐怖条例相关问题研究 [Études des questions relatives à l'établissement de normes anti-sécessionnistes et antiterroristes au Xinjiang], 新疆警官高等专科学校学报 [Journal de l'académie des officiers de police du Xinjiang], 第 27 卷 第 3 期 [Vol. 27 (N°3)], 2007 年 7 月 [Juillet 2007]

Finney Richard, "US Lawmakers Unveil Bill Calling For Release of Uyghurs From China's Detention Camps", *Radio Free Asia*, 14 November 2018

Kamberi Dolkun, "Uyghurs and Uyghur Identity", *Radio Free Asia*, 2015

Kumul Artoush, « Le "Séparatisme" ouïgour au XXème siècle : Histoire et Actualité », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 1998 (N°25)

Kuo Lily, "US considers sanctions on China over treatment of Uighurs", *The Guardian*, 12 September 2018

Reyhan Dilnur, « Diaspora ouïghoure et Internet », *e-Diasporas Atlas*, avril 2012

Tursun Nabijan, "The influence of intellectuals of the first half of the 20th Century on Uyghur politics", *Central Asia Program*, December 2014 (N°11)

ASIA FOCUS #99

LES DÉFIS DU NATIONALISME OUIGHOUR

PAR INÈS CAVALLI / ÉTUDIANTE EN MASTER 2 GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE À IRIS SUP'.
DIPLOMÉE DU MASTER ASIE ORIENTALE CONTEMPORAINE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON,
SPÉCIALISÉE DANS L'ÉTUDE GÉOPOLITIQUE DE LA CHINE.

JANVIER 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS,
maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur
à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de
conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org